

# Sortir de l'état d'urgence

inefficace pour notre sécurité • dangereux pour la démocratie !

Après l'appel « Nous ne céderons pas ! » suite aux attentats de Paris en novembre dernier une centaine d'organisations appellent à manifester pour « Sortir de l'état d'urgence » partout en France le 30 janvier. En réaction à l'horreur des attentats, l'état d'urgence a été décrété par le gouvernement, puis aggravé et prolongé pour une durée de trois mois. Nos organisations ont immédiatement exprimé leurs craintes vis-à-vis de ce régime d'exception ; ces craintes sont aujourd'hui confirmées par l'ampleur des atteintes aux libertés constatées depuis quelques semaines.

**Nous assistons à un véritable détournement de l'état d'urgence qui cible également des personnes sans aucun lien avec des risques d'attentat. Ces abus doivent cesser !**

<b>Les interdictions visant les mobilisations sur la voie publique se sont multipliées comme à Foix en décembre dernier.</b>  Manifester n'est plus un droit, et les concessions accordées par les préfectures, qui attendent souvent le dernier moment pour informer de leurs intentions, entravent dans les faits son exercice.	Les assignations à résidence (y compris ici en Ariège) se sont multipliées sur la base de motifs aussi vagues que la présence sur le lieu d'une manifestation ou le fait de « connaître » tel ou tel individu.  <b>Ces graves restrictions se sont appliquées, sans distinction, et de manière massive.</b>
L'interdiction des rassemblements et manifestations a entraîné la <b>multiplication des arrestations, des gardes à vue, des assignations à résidence et un fichage policier des militants.</b>	
L'état d'urgence a autorisé par ailleurs des perquisitions sur ordre des préfectures, de jour comme de nuit, en dehors de tout cadre judiciaire, sur le fondement de fiches possiblement erronées, de dénonciations, d'informations et de soupçons sujets à caution. <b>Plus de deux mille six cents intrusions discrétionnaires sont intervenues à domicile, dans des mosquées, des commerces, interventions souvent violentes, sans qu'aucune mise en examen pour terrorisme n'ait eu lieu. Rien n'indique qu'une telle frénésie va s'arrêter, chacun peut en être victime.</b>	L'état d'urgence et le climat de guerre intérieure alimenté par le gouvernement contribuent au renforcement des amalgames et aux pratiques discriminantes, notamment de la part des forces de police. <b>Ce ne sont pas « les terroristes qui sont terrorisés », ce sont des jeunes et des populations victimes de l'arbitraire en raison de leur origine et/ou de leur religion qui voient leur situation encore davantage fragilisée.</b> Reprenant à son compte les exigences de l'extrême droite, FN en tête, le gouvernement s'engage honteusement dans une modification de la Constitution visant à étendre la déchéance de la nationalité aux binationaux nés en France

Ces multiples atteintes portées au contrat démocratique sont une mauvaise réponse aux actes terroristes. Notre pays a été blessé, mais loin d'en apaiser les plaies, l'état d'urgence risque de les exacerber en appauvrissant notre démocratie, en délégitimant notre liberté.

**Dans ces circonstances, nous appelons les pouvoirs publics à :**

- jouer leur rôle de garants de la défense des droits et des libertés publiques ;
- rétablir, sans délai, le droit plein et entier de manifester ;
- cesser les perquisitions et les assignations à résidence arbitraires et à agir dans le cadre de procédures judiciaires ;
- mettre en place des garanties effectives de contrôle ;
- lever l'état d'urgence ;
- renoncer à une réforme constitutionnelle préparée dans l'urgence et au contenu inacceptable.

**MANIFESTATION LE 30 JANVIER PARTOUT EN FRANCE  
EN ARIEGE SAMEDI 10H  
RASSEMBLEMENT PLACE REPUBLIQUE A PAMIERS**